

« Ni droite, ni gauche »

Le mythe de la 3^e voie

1/2

« Le fascisme, c'est une idée, l'unité.

*Face au marxisme, qui a pour dogme la lutte des classes,
et face au libéralisme, qui a pour mécanique la lutte des partis,
le fascisme soutient qu'il existe une chose
au-delà des partis et des classes,
de nature permanente, transcendante, suprême :
l'unité historique appelée patrie »*

José Antonio Primo de Rivera – 1933

[Homme politique espagnol [1903-1936], fondateur de la Phalange espagnole]

En 2017, Macron place sa campagne présidentielle sous le signe du *« ni droite, ni gauche »*. Il dit qu'il faut dépasser les clivages du passé ; *« changer de logiciel de la France »* ; *« penser printemps »* ; *« libérer les énergies »*.

Le 6 avril 2016, il déclare : *« J'ai décidé qu'on allait créer un mouvement politique nouveau. C'est-à-dire un mouvement politique ni à droite, ni à gauche. L'idée de ce mouvement politique, c'est une dynamique face aux blocages de la société »*. Le lendemain, sur France Inter, Pierre Gattaz fait savoir son approbation chaleureuse : *« J'aime bien l'initiative d'Emmanuel Macron. Je trouve que c'est rafraichissant, que ça permet de sortir de la politique politicienne »*.

Rafraichissant, vraiment ?

Quatre-vingts ans avant, le 31 mars 1934, à Marseille, Jacques Doriot, dirigeant du *Parti Populaire Français* (PPF), définit ainsi son identité : « **ni gauche, ni droite : France d'abord** ». en 1936, le député Jean Hennessy, fondateur en 1933 du *Parti social-national*, publie **Ni à droite, ni à gauche, en avant !**. En 1970, Maurice Bardèche explique dans **Qu'est-ce que le fascisme ?** : « [...] **Le néofascisme se considère comme étranger au monde démocratique comme au monde marxiste ; il ne veut pas être entraîné dans la querelle du capitalisme et du marxisme, et il recherchera toujours une troisième voie pour affirmer son caractère propre entre les deux camps** ».

Bref : la logique du « **ni droite, ni gauche** » est tout sauf anodine. En choisissant ce marqueur de son identité politique, Macron tente d'instrumentaliser le dégoût provoqué par les politiques néolibérales de droite et de gauche depuis 1983. Ce faisant, il "flirte" avec une filiation politique bien précise.

Aujourd'hui, je vais d'abord traiter la question des relations entre fascisme et crise politique. La recherche d'une troisième n'est jamais le signe d'une situation saine, mais d'une crise politique.

La fois prochaine, je regarderai comment l'idée de troisième voie a évolué depuis la Libération. Enfin, je rappellerai comment les fascismes réels du XX^e siècle ont géré cette configuration politique en Italie, en Allemagne, au Portugal et en Espagne.

Partie 1/2

I. FASCISME ET CRISE POLITIQUE

En ce moment, en Europe, les scores des partis fascistes sont élevés :

2022	2023	2024	2025
Italie : 36,8% Hongrie : 60%	Pologne : 42,6%	France : 33,3%	Allemagne : 20,8% Portugal : 22,5% Pays-Bas : 29,5%
Sont à plus de 20% : Belgique, Tchéquie, Autriche, Lituanie, Bulgarie, Lettonie, Suède et Finlande.			

Tel est le résultat de quatre décennies de politiques néolibérales : les classes **populaires** ont un sentiment d'abandon, de trahison et de désespoir. Elles ont l'impression d'être impuissantes, sans prise sur l'avenir. Les partis de gauche et de droite sont décrédibilisés. Tous les ingrédients de la fascisation et du fascisme sont réunis.

Par-dessus le marché, les organisations ouvrières et populaires puissantes n'existent plus, ou sont l'ombre d'elles-mêmes.

Quel changement de contexte par rapport à la Seconde Guerre mondiale, pendant laquelle les classes populaires avaient brandi bien haut le flambeau de la Résistance, ce que François Maurias constatait en 1941 : *« Seule la classe ouvrière dans sa masse aura été fidèle à la nation profanée. À l'heure où j'écris [novembre 1941], tant d'autres Français sont mus par une passion élémentaire : la peur ! Ils ne l'avouent pas, [vouent au maréchal une véritable vénération], invoquent Jeanne d'Arc, mais dans le secret, tout pour eux se ramène à l'unique nécessaire : sauver leurs privilèges... »*.

À la Libération, la contribution décisive de l'URSS à la défaite des nazis était unanimement reconnue et cela portait vers les sommets les scores des Partis communistes : 12,6% en Belgique, 18,9% en Italie, 28,8% en France.

Les classes dominantes se voient contraintes de satisfaire de vieilles revendications ouvrières. Ce sera le “*Compromis fordiste*”, que je vous ai présenté le 20 septembre 2023. Dès 1949, Jean Fourastié annonce dans **Le grand espoir du XX^e siècle** une ère de prospérité. En 1979, pour caractériser la période 1946-1975, il forgera le concept de « *Trente Glorieuses* ».

Mais, tout ce beau monde va bientôt devoir redescendre de son petit nuage. Les logiques implacables du capitalisme sont à l’œuvre, en effet. Pour accroître la productivité du travail, les capitalistes augmentent les cadences. Ils remettent en cause les conditions de travail. Ils font croître les durées du travail. Ils diminuent les salaires. Ils délocalisent.

Effets logiques : de 1945 à 1980, le taux de profit moyen connaît une chute constante. Il repartira à la hausse lors du tournant néolibéral, mais sans du tout retrouver les niveaux d’après-guerre. Sur ce sujet, je vous renvoie à la conférence de juin 2026 sur la crise du capitalisme.

C’est un cercle vicieux bien connu : en paupérisant, on nuit aux profits (via la consommation empêchée), et pour rétablir les profits en berne on n’envisage rien d’autre qu’un surplus de paupérisation, celle-là même qui a conduit à la situation dont on cherche à sortir.

Les conséquences politiques de la crise sont tout aussi logiques : décrédibilisation des idéologies justifiant le système capitaliste (la redistribution sociale, la “bonne gestion”, le ruissellement), le rejet des partis qui défendent l’ordre libéral, le détournement des urnes, la prime aux partis “antisystème”. Bref : il ne faut plus espérer que les masses acquiescent aux solutions classiques.

C’est dans ce contexte que *l’offre* de fascisme grandit et se crédibilise, tandis qu’au sein des classes dominantes – qui craignent que la colère populaire ne remette en cause le capitalisme – grandit la *demande* de fascisme.

Le contexte de crise a donc une conséquence notable pour les possédants : bien qu’ils restent une classe dominante, ils sont de moins en moins une classe dirigeante, à savoir que leur idéologie “imprime” de moins en moins ; l’obtention du consensus populaire au capitalisme est

de plus en plus difficile ; l'aspiration à un changement radical grandit. L'offre de fascisme que font les partis fascistes à la classe dominante doit tenir compte de cet état d'esprit des masses et donner l'impression d'innover. L'idéologie de la troisième voie fait partie de ces innovations censées séduire les masses. Beaucoup de partis – y compris des partis non fascistes – l'ont déjà mise en avant, et le point commun de toutes les versions imaginées est d'affirmer la possibilité de concilier les intérêts des différentes classes sociales, bourgeoisie et classes populaires, dominants et dominés, mais la version fasciste se distingue des autres.

Maurice Bardèche explique dans son ouvrage de 1970 que la version fasciste diffère des autres par quatre axes fondamentaux :

- Le nationalisme : les intérêts communs à toutes les classes sociales sont mis en avant ; nous sommes tous dans le même bateau national ; le mondialisme est une menace qui appelle le renforcement de la compétitivité des entreprises.
- Le socialisme et l'anticommunisme : pour capter la colère populaire et la détourner d'un changement radical rompant avec le capitalisme, certains pays – comme l'Italie et l'Allemagne hier – formulent un appel au socialisme ; mais ce "socialisme" s'accompagne d'un anticommunisme virulent ; d'autres adoptent la posture de la défense des « **petits** », de « **ceux qui se lèvent tôt** », ou des « **classes populaires** ».
- Le régime autoritaire : les fascistes veulent mettre fin à la lutte des classes par la répression et la destruction des organisations politiques et syndicales des classes populaires.

Il faut mentionner un protagoniste particulier dans cette affaire, c'est l'Église. Elle a proposé un discours sur la troisième voie qui doit être connu. Je précise tout de suite que l'idée n'est pas de dire ou de suggérer que l'Église est nécessairement sur des positions fascistes ; c'est juste de rappeler quelque chose que l'histoire a montré : l'Église a été une précieuse ressource idéologique pour les fascistes. Je vais résumer la distinction indispensable dans cette formule : tous les fascistes défendent la troisième voie, mais tous ceux qui défendent la troisième voie ne sont pas fascistes.

Cette précaution étant prise, voici où je veux en venir. En 1891, le pape Léon XIII (1878-1903) publie une encyclique intitulée **Rerum novarum** qui va défrayer la chronique. Il dit que son texte a pour but de *« préciser avec justesse les droits et les devoirs qui règlent les relations des riches et des prolétaires, des capitalistes et des travailleurs »*. Le pape rejette aussi bien le capitalisme sans entraves que le socialisme. Il alerte sur les faux remèdes proposés par ceux qu'il appelle des *« agitateurs [qui] en profitent pour exciter les multitudes et fomenter les troubles »*. La cible du pape quand il dit cela c'est, évidemment, le mouvement ouvrier, qui connaît alors un fort développement. On est encore qu'à deux décennies de la Commune de Paris qui fut la grande frayeur de la bourgeoisie française.

Je cite Léon XIII : *« Les socialistes, pour guérir [le] mal, poussent à la haine jalouse des pauvres contre les riches. Ils prétendent que toute propriété de biens privés doit être supprimée, que les biens de chacun doivent être communs à tous, et que leur administration doit revenir à la municipalité ou à l'État. Moyennant ce transfert des propriétés et cette égale répartition entre les citoyens des richesses et de leurs avantages, ils se flattent de porter un remède efficace aux maux présents. Mais pareille théorie, loin d'être capable de mettre fin au conflit, ferait tort à la classe ouvrière elle-même si elle était mise en pratique. D'ailleurs, elle est souverainement injuste en ce qu'elle viole les droits légitimes des propriétaires, qu'elle dénature les fonctions de l'État et tend à bouleverser de fond en comble tout l'édifice social »*.

Pour Léon XIII, les principes d'une solution juste devraient être les suivants :

- Proclamer l'inviolabilité de la propriété privée ;
- Reconnaître que la nature de l'homme empêche que tous accèdent au même niveau ;
- Considérer qu'une fois satisfaits les besoins fondamentaux, *« c'est un devoir de verser le superflu dans le sein des pauvres »* ;
- Considérer que si *« l'État peut se rendre utile aux autres classes, de même il peut grandement améliorer le sort de la classe ouvrière »*.

Pour Léon XIII, la lutte des classes est le résultat d'une manipulation ; c'est un virus inoculé par des agitateurs. Le pape a une vision organiciste de la société : *« Dans le corps humain, les membres malgré leur*

diversité s'adaptent merveilleusement l'un à l'autre de façon à former un tout exactement proportionné et que l'on pourrait appeler symétrique. Ainsi, dans la société, les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement dans un parfait équilibre. Elles ont un impérieux besoin l'une de l'autre : il ne peut y avoir de capital sans travail, ni de travail sans capital. La concorde engendre l'ordre et la beauté. Au contraire, d'un conflit perpétuel il ne peut résulter que la confusion des luttes sauvages ».

Sur cette question de la troisième voie, un autre pape peut être cité, c'est Pie XII (1939-1958). Il a donc régné pendant la Seconde Guerre mondiale. Il s'oppose au danger communiste et pactise avec les nazis, participant dès 1944 à l'exfiltration de meurtriers nazis. Il excommunie les catholiques adhérant au communisme **« matérialiste et anti-chrétien »** ; il exclut des sacrements les électeurs du Parti communiste, interdit les prêtres-ouvriers.

Pour désigner la troisième voie, qu'il oppose à la fois au **« socialisme »** et au **« capitalisme débridé »**, il parle d'**« ordre social-chrétien »**, met en avant le corporatisme et s'oppose aux nationalisations d'après-guerre. Dans une lettre adressée le 10 juillet 1946 au président des Semaines sociales de France, il écrit : **« Il est pourtant évident que, au lieu d'atténuer le caractère mécanique de la vie et du travail en commun, cette nationalisation, même quand elle est licite, risque plutôt de l'accentuer encore et que, par conséquent, le profit qu'elle apporte au bénéfice d'une vraie communauté, telle que vous l'entendez, est fort sujet à caution. Nous estimons que l'institution d'associations ou unités corporatives, dans toutes les branches de l'économie nationale, serait plus avantageuse à la fin que vous poursuivez, plus avantageuse en même temps au meilleur rendement des entreprises. Aucun doute d'ailleurs que, dans les circonstances actuelles, la forme corporative de la vie sociale et spécialement de la vie économique favorise pratiquement la doctrine chrétienne concernant la personne, la communauté, le travail et la propriété privée ».**

Je ne vais pas aller au-delà de l'évocation de Léon XIII et Pie XII ; c'est déjà beaucoup. Ce qu'il faut retenir, c'est que c'est à l'Église catholique

que les fascismes du XX^e siècle empruntent l'idée d'une « **troisième voie** » qui serait le remède à la fois aux dégâts sociaux du capitalisme et au socialisme.

Mais, il existe aussi des exemples de troisième voie non fasciste. Le plus grand exemple c'est le « **capitalisme populaire** » de De Gaulle. Il s'agit d'un capitalisme qui, tirant les leçons de l'histoire, serait modéré par la participation des travailleurs au sein de l'entreprise. Il s'exprime en ce sens le 18 juin 1942 : « **Pour la France en particulier, où le désastre, la trahison, l'attentisme, ont disqualifié beaucoup de dirigeants et de privilégiés, et où les masses profondes du peuple sont, au contraire, restées les plus vaillantes et les plus fidèles, il ne serait pas acceptable que la terrible épreuve laissât debout un régime social et moral qui a joué contre la nation** ».

Le 7 juin 1968, il dit à Michel Droit : « **Le capitalisme dit : grâce au profit qui suscite l'initiative, fabriquons de plus en plus de richesses qui, en se répartissant par le libre marché, élèvent en somme le niveau du corps social tout entier. Seulement voilà ! La propriété, la direction, le bénéfice des entreprises dans le système capitaliste n'appartiennent qu'au capital. Alors, ceux qui ne le possèdent pas se trouvent dans un état d'aliénation, à l'intérieur même de l'activité à laquelle ils contribuent. Non, le capitalisme du point de vue de l'homme n'offre pas de solution satisfaisante** ».

De Gaulle opte pour la troisième voie dont l'axe central – pour régler la « **question sociale** » - serait l'association capital-travail. Dans un discours prononcé à Lille le 1^{er} mai 1950, il dit : « **La lutte des classes empoisonne les rapports humains, affole les États, brise l'unité des nations, fomenté les guerres. C'est bien la question sociale, toujours posée, jamais résolue, qui est à l'origine des grandes secousses que l'Univers a subies depuis trente-cinq ans. C'est la même question, toujours posée, jamais résolue, qui, aujourd'hui, pousse le monde vers un drame nouveau** ». Quelques mois plus tard, il précise que l'association capital-travail est susceptible d'« **instaurer dans l'économie le ressort que le capitalisme ne saurait plus lui donner et que le communisme est impuissant à découvrir en dehors de l'esclavage** ».

Je termine par un exemple de troisième voie fasciste. À la présidentielle de 2012, Marine Le Pen a vanté le « *capitalisme populaire* ». Elle entendait par là l'attribution d'actions aux salariés dans les entreprises comptant plus de 50 travailleurs dans la limite de 10% de l'ensemble des actions, et sans droit de vote au conseil d'administration. Elle empruntait cette idée à Michel De Poncin, fondateur en 1981 du *Parti du capitalisme populaire* avant de rejoindre le Front national, et auteur en 1986 de **Tous capitalistes ou la réponse au socialisme**.

Michel De Poncin inspire également Emmanuel Macron. En 2018, il déclare devant le Parlement vouloir un « *meilleur partage entre Capital et Travail* » par un « *capitalisme populaire* ». Il faut bien voir que l'emploi par Macron des expressions « *ni droite, ni gauche* », « *capitalisme populaire* » ou « *troisième voie* » n'est pas anodin. Il signale la crise politique que rencontre la classe dominante après quatre décennies de politique néolibérale, et sa tentative de surmonter sa crise de légitimité en reprenant le vocabulaire et les propositions fascistes.